



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service de l'Environnement/Unité Police de l'Eau et Milieux Aquatiques
Affaire suivie par : Franck STRUZYK
03.21.22.99.19
franck.struzyk@pas-de-calais.gouv.fr

ARRAS, le 14 FEV. 2023

Réf : \\d62-ser\dossiers\SER\02-Communes\Warlencourt Eaucourt-62876\Eaux souterraines\Irrigation\GUISE Benoit
anciennement GUISE Pierre\Création\Modifications\Courrier final Pétitionnaire .odt

Monsieur,

Vous avez déposé le 18 janvier 2023, auprès du Service de l'Environnement en charge de la Police de l'Eau, un porter à connaissance (enregistré sous le numéro AIOT 0100013144) concernant la modification de l'implantation du point de sondage prévu dans votre dossier enregistré sous le numéro 62-2020-00191.

Je vous informe qu'à l'issue de l'instruction, votre dossier ne fait pas l'objet d'une opposition. En conséquence, vous êtes autorisé au titre de la loi sur l'Eau à démarrer votre opération à partir du 19 mars 2023.

Des copies de ces éléments sont adressées dès à présent à la mairie de la commune de WARLENCOURT-EAUCOURT où cette opération doit être réalisée, ainsi qu'à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE SOMME AVAL ET COURS D'EAU COTIERS pour information.

A noter que ce récépissé ne vous autorise pas à procéder à la mise en œuvre de l'arrosage mais uniquement à effectuer le sondage (recherche d'eau). Le prélèvement devra faire l'objet d'un nouveau dossier au titre de la rubrique 1.1.2.0 « Prélèvements issus d'un forage », accompagné du compte rendu de fin de travaux et du numéro BSS affecté à votre installation par le BRGM (demande à réaliser auprès du BRGM Hauts-de-France - Site de Lille (direction régionale) - Arterparc Bâtiment A, 2 rue des Peupliers - 59810 LESQUIN - tél : 03.20.19.15.40).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer

Le Chef du Service de l'Environnement

Olivier MAURY

Copie transmise pour information à la chambre agriculture (NT)

M. Benoit GUISE
9 rue du Chapitre
80300 COURCELETTE





**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires
et de la mer**

Service de l'Environnement
Unité Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques

Arras, le - 9 JUIL. 2020

**RECEPISSE DE DECLARATION
CONCERNANT LE TRANSFERT DE BENEFICE DE LA CREATION D'UN FORAGE
sur le territoire de la commune de WARLENCOURT-EAUCOURT
MONSIEUR BENOIT GUISE**

VU le Code de l'Environnement et notamment le Livre II de la partie Législative et le Livre II, Chapitre IV de la partie Réglementaire ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), approuvé le 23/11/2015 ;

VU le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2019-60-45 du 12 décembre 2019 portant délégation de signature à M. Denis DELCOUR, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;

VU la déclaration au titre de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement reçue le 23/03/2018, présentée par M. Pierre GUISE enregistrée sous le n° 62-2018-00068 et relative à la réalisation d'un sondage de recherche d'eau pour la création d'un forage sur la commune de WARLENCOURT-EAUCOURT ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 3 août 2018 ;

VU la demande de transfert de bénéfice de la déclaration par courrier reçu le 30 juin 2020 de M. Pierre GUISE à M. Benoit GUISE, enregistrée sous le n° 62-2020-00191 ;

transfert le bénéfice de la déclaration à : M. Benoit GUISE - 9 rue du Chapitre à COURCELETTE (80300), de sa déclaration concernant la réalisation d'un sondage de recherche d'eau sur la commune de WARLENCOURT-EAUCOURT, en vue de créer un forage pour l'irrigation de ses cultures.

L'ouvrage constitutif de ces aménagements rentre dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du Code de l'environnement sont les suivantes :



<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêté de prescriptions générales correspondant</i>
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	Déclaration	11/09/2003

Le déclarant peut débuter son opération dès réception du présent récépissé et devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copie de la déclaration et du présent récépissé sont adressées à la mairie de la commune de WARLENCOURT-EAUCOURT où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois ainsi qu'à la CLE du SAGE SOMME AVAL et COURS D'EAU COTIERS pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de LILLE dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code ou par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions en mairie de WARLENCOURT-EAUCOURT;

2° Par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le Service de l'Environnement en charge de la police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'environnement.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté avant réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

L'article R.214-40-3 du code de l'Environnement précise que, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration d'un projet cesse de produire effet lorsque celui-ci n'a pas été mis en service ou réalisé dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation ou, à défaut, dans un délai de trois ans à compter de la date de déclaration, à défaut de quoi la déclaration devient caduque.

Les agents mentionnés à l'article L.172-1 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration, à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Pour le Préfet et par délégation
Pour le directeur départemental
des territoires et de la mer

L'Adjointe au Chef de Service de l'Environnement



Pièces jointes :

- Plan de situation
- Prescriptions générales du 11/09/2003 relatives à la création de forage.



